



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la Légalité
Bureau du Contrôle de Légalité de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 8 juillet 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2025 189 - 0003

modifiant l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2023212-0001 du 31 juillet 2023
autorisant la société IMERYS CERAMICS FRANCE à poursuivre l'exploitation d'une carrière
à ciel ouvert de feldspath sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac
(n° AIOT : 0006604788)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 , L. 211-1, L. 511-1 et R. 181-45 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret présidentiel du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024 298-0002 du 24 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2025 178-0002 du 27 juin 2025 portant suppléance du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1759/93 du 3 août 1993 autorisant le renouvellement d'une autorisation d'exploitation et l'extension d'une carrière à ciel ouvert de feldspath sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2023212-0001 du 31 juillet 2023 autorisant la société IMERYS CERAMICS FRANCE à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de feldspath sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac ;

Vu le dossier déposé le 18 octobre 2024 et complété le 13 janvier 2025, par lequel, la société IMERYS CÉRAMICS FRANCE sollicite une autorisation environnementale pour le renouvellement, pour une durée de 15 ans, de l'exploitation de la carrière de feldspath à ciel ouvert, qu'elle exploite sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac ;

Vu le projet du présent arrêté transmis à la société IMERYS CERAMICS FRANCE, par courrier électronique daté du 3 juillet 2025 ;

Vu le courrier électronique de réponse, daté du même jour, dans lequel la société IMERYS CERAMICS FRANCE indique ne pas avoir d'observation à formuler sur ce projet ;

Considérant que l'autorisation d'exploitée la carrière de Lansac et Saint-Arnac accordée à la société IMERYS CERAMICS FRANCE et prolongée de 2 ans par arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 susvisé arrivera à échéance le 4 août 2025 ;

Considérant par ailleurs que l'instruction, en cours de finalisation, du dossier susvisé, déposé par la société IMERYS CERAMICS FRANCE, ne permettra pas à Monsieur le Préfet de notifier à cette société l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale demandée avant le 4 août 2025 ;

Considérant que cette situation conduirait la société IMERYS CERAMICS FRANCE à devoir suspendre temporairement l'exploitation de la carrière de Lansac et Saint-Arnac ou à poursuivre son exploitation de manière irrégulière ;

Considérant en outre, que dans le second cas, la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ne serait pas garantie ;

Considérant par conséquent, que cette situation n'est pas souhaitable ;

Considérant enfin, qu'en application des dispositions de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, le Préfet peut, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du même Code, imposer toute prescription complémentaire nécessaire pour garantir la protection des intérêts susmentionnés ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale par intérim de la préfecture des Pyrénées-Orientales, Sous-Préfète,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

À l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 susvisé, la durée de prorogation de l'arrêté préfectoral du 3 août 1993 autorisant la société IMERYS CERAMICS FRANCE à exploiter une carrière à ciel ouvert de feldspath sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac est allongée d'un mois.

ARTICLE 2 - PUBLICATION - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En vue de l'information des tiers le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>:

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 3 - EXÉCUTION

La Secrétaire générale par intérim de la préfecture des Pyrénées-Orientales, Sous-Préfète, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune de Lansac, le Maire de la commune de Saint-Arnac, les Officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IMERYS CERAMICS FRANCE, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- à Messieurs les Maires des communes de Lansac et Saint-Arnac ;
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale par intérim,
Sous-Préfète,



Nathalie VITRAT